

MESSAGE N° 17 *1^{er} mai 2007*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur les agglomérations

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi sur les agglomérations (LAgg; RSF 140.2).

1. NÉCESSITÉ DE LA PRÉSENTE RÉVISION

La LAgg doit tout d'abord être adaptée à la loi révisée sur les communes (LCo, RSF 140.1) pour ce qui concerne notamment l'organe de révision. En effet, l'obligation pour les communes, établissements communaux de droit public et associations de communes de faire réviser leurs comptes par un organe externe et neutre doit aussi s'appliquer à l'agglomération, qui constitue par ailleurs une forme de collaboration intercommunale spécifique (art. 107 al. 2^{bis} LCo).

Outre l'harmonisation avec les autres collectivités locales quant à l'organe de révision, la LAgg nécessitait des adaptations pour d'autres éléments de la loi révisée sur les communes tels que le délai de cinq mois pour l'approbation des comptes ou les mesures d'autosurveillance ainsi qu'une série de renvois. Les différentes modifications sont énumérées dans le commentaire des articles ci-dessous.

Enfin, la répartition entre les objets soumis au référendum facultatif et ceux qui sont soumis au référendum obligatoire ne paraît aujourd'hui plus vraiment adéquate. Dans bien des cas, il est suffisant qu'une décision soit sujette au référendum facultatif: il peut être demandé en cas de contestation, mais pour des objets non contestés, il n'y a pas besoin d'organiser un scrutin populaire. Dès lors, il est proposé de transférer un certain nombre d'objets du référendum obligatoire au référendum facultatif: l'adhésion de nouveaux membres, les cautionnements ou sûretés analogues et la dissolution de l'agglomération.

2. LIENS AVEC LA MOTION POPULAIRE «AGGLOMERATION MIT DEM SENSEBEZIRK» (N° 1502.06)

Il sied de mentionner cette motion dans le présent contexte, car elle demande deux modifications de la LAgg. Par motion populaire déposée le 11 octobre 2006 (N° 1502.06), le citoyen fribourgeois Benjamin Brägger et plus de trois cents cosignataires demandent une modification de l'article 9 al. 4 et une modification de l'article 29 LAgg. Le Conseil d'Etat répond parallèlement au présent message, mais séparément à cette motion. Pour les motifs développés dans cette réponse, il n'est pas favorable à la modification de l'article 9 al. 4 LAgg et il propose une modification différente de l'article 29 de celle demandée par la motion populaire. Pour ces raisons, le Conseil d'Etat conclut à l'acceptation partielle de la motion. La nouvelle version de l'article 29 proposée par le Conseil d'Etat fait partie intégrante du présent projet (voir commentaire ad article 29 ci-dessous).

3. PROCÉDURE DE CONSULTATION

L'avant-projet a fait l'objet d'une consultation restreinte auprès du Bureau de l'Assemblée constitutive de l'agglomération en automne 2006. En effet, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts a envoyé l'avant-projet au Bureau au début septembre 2006. Le Bureau n'a pas émis de remarques. En revanche, à la suite de la réponse du Conseil d'Etat du 16 janvier 2007 aux communes de Düdingen et Tafers au sujet de l'article 29 LAgg, le Bureau a traité l'objet et a fait savoir en février 2007 qu'il n'était majoritairement pas favorable à une modification de cette disposition et qu'il entendait saisir le plénum de l'Assemblée constitutive pour avoir l'avis de dite Assemblée sur une éventuelle modification de l'article 29 LAgg. Les autres dispositions n'ont pas fait l'objet de commentaires quelconques.

4. INCIDENCES FINANCIÈRES DU PROJET

Le présent projet n'entraîne pas de nouvelles dépenses pour l'Etat. Pour les communes membres d'une agglomération, le recours à un organe de révision externe pour la révision des comptes n'entraîne pas plus de charges que ce qui est le cas pour les associations de communes existantes.

5. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Le présent projet n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

6. CONSTITUTIONNALITÉ, CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ DU PROJET

Le présent projet de loi est conforme aux Constitutions fédérale et cantonale. Il ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen.

7. REFERENDUMS LÉGISLATIF ET FINANCIER

La présente loi est soumise au référendum législatif (facultatif). Elle n'est en revanche pas soumise au référendum financier, même facultatif.

8. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 13 al. 3 (nouveau)

Il s'agit à la fois de combler une lacune de la LAgg et d'adapter celle-ci à la loi révisée sur les communes. La solution proposée consiste à prévoir que les contrats portant délégation de compétence à un tiers peuvent être consultés par quiconque justifie d'un intérêt, comme c'est le cas pour les communes (art. 84^{bis} al. 3 LCo).

Art. 18 al. 1 let. a, b, f et h

Pour certains objets, il est suffisant de prévoir le référendum facultatif. Ceci est le cas pour l'admission de nouvelles communes, les cautionnements et sûretés analogues

et la dissolution. Pour ces objets, il est plus judicieux de limiter le scrutin aux cas contestés, un referendum obligatoire ne semble pas nécessaire. Pour le commentaire de la lettre b voir sous article 29 ci-dessous.

Art. 21 al. 2 let. b^{bis} (nouvelle), d et h et al. 3 let. a^{bis} (nouvelle) c et e

Cette disposition traite des attributions du conseil d'agglomération, qui aura désormais pour tâches, à l'instar de ce qui est prévu pour les communes et les associations de communes, de désigner l'organe de révision et de prendre acte du plan financier. Les autres modifications de cette disposition sont le corollaire des modifications prévues au niveau des objets soumis à referendum facultatif ou obligatoire.

Art. 25a (nouveau)

Pour la révision de ses comptes, l'agglomération disposera désormais d'un organe externe de révision, comme les autres collectivités locales fribourgeoises. Cet article contient les renvois nécessaires à la loi sur les communes.

Art. 26 titre médian

L'ancien titre médian du texte français énonçait «Contrôle obligatoire», ce qui est une inadvertance manifeste. La rectification est opérée par la présente modification. Le nouveau libellé sera «Contenu obligatoire».

Art. 29

L'article 29 LAgg en vigueur prévoit que la reprise de nouvelles tâches importantes par l'agglomération constituée doit faire l'objet d'un referendum obligatoire, mais que c'est la majorité des communes et des citoyens votants qui décident. C'est ainsi la même procédure qui est prévue pour la constitution de l'agglomération.

Cependant, force est d'admettre que cette procédure – le double vote des communes et des citoyens – quand bien même elle est nécessaire pour la constitution de l'agglomération, constitue déjà un grand pas pour les communes du périmètre provisoire, car elles doivent admettre le risque de pouvoir être mises en minorité si les citoyens de l'une ou l'autre commune devaient refuser les statuts initiaux. Toutefois, on peut dire que les statuts, contenant la liste des communes, les tâches et les clés de répartition, sont connus à l'avance, et les communes ont la possibilité de choisir le retrait du périmètre provisoire si elles ne considèrent pas envisageable du tout de faire partie de l'agglomération.

En revanche, la situation n'est pas identique lors de la reprise de nouvelles tâches importantes, une fois l'agglomération constituée. A la différence de la situation au début du processus, ces tâches ne seraient pas connues par les communes au moment de leur entrée dans l'agglomération, ce qui pourrait les dissuader de se lancer dans l'agglomération, ignorant les futures tâches qui pourraient leur être imposées. Le Conseil d'Etat, vu les craintes exprimées par certaines communes, a donc été amené à réexaminer l'article 29 LAgg et à proposer une nouvelle solution, qui s'inspire de certaines règles mises en place pour les associations de communes.

La nouvelle teneur de l'article 29 LAgg prévoit qu'il doit toujours y avoir un scrutin populaire obligatoire pour les nouvelles tâches importantes, les autres objets étant désormais soumis au referendum facultatif. Mais au niveau

des communes, c'est chacune qui devrait donner son accord pour une telle extension des tâches. Ce principe de l'unanimité serait cependant atténué par le renvoi explicite à l'article 110 LCo, selon lequel le Conseil d'Etat peut passer outre le refus d'une commune lorsque le transfert de la tâche correspond à un intérêt régional important.

Art. 30 al. 1 let. e et f (nouvelles)

Cet article énumère les objets qui seront désormais soumis au referendum facultatif, plus au referendum obligatoire.

Art. 31 al. 4

Il s'agit d'une adaptation à la loi sur les communes, qui prévoit un délai uniforme de cinq mois dès la fin de l'exercice pour l'approbation des comptes.

Art. 33

L'agglomération était déjà soumise à l'obligation d'établir un plan financier avant que cette exigence ne soit introduite pour les communes, mais il convient maintenant d'harmoniser les modalités d'application du plan financier de l'agglomération avec les règles de la LCo.

Art. 34 al. 1 let b et l^{bis} (nouvelle) et al. 2 let. d^{bis} (nouvelle), e et f

Le catalogue des dispositions de la LCo applicables à l'agglomération, soit de par la loi (al. 1), soit à défaut de dispositions contraires dans les statuts (al. 2), a été adapté, principalement par rapport aux modifications intervenues dans la LCo lors de la révision partielle du 16 mars 2006 (organe de révision, assermentation des membres du conseil d'agglomération, etc.).

Art. 38 al.4

Il s'agit d'une adaptation au changement intervenu au niveau du referendum: l'adhésion d'une nouvelle commune passant dans les objets soumis au referendum facultatif, il convenait également de modifier cet article.

Art. 42a (nouveau)

Il s'agit d'une adaptation à la LCo révisée, plus particulièrement aux nouvelles mesures de surveillance, qui nécessitent qu'une personne concernée par une telle mesure doit pouvoir faire usage de certains moyens de droit pour demander un contrôle juridictionnel de la mesure. Les voies de droit devaient dès lors être complétées.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi consistant à réviser partiellement la loi sur les agglomérations.

**BOTSCHAFT Nr. 17
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung
des Gesetzes über die Agglomerationen**

1. Mai 2007

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zu einem Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Agglomerationen (AggG, SGF 140.2).

1. NOTWENDIGKEIT DIESER REVISION

Das AggG muss vor allem was die Revisionsstelle betrifft an das revidierte Gesetz über die Gemeinden (GG, SGF 140.1) angepasst werden. Die Pflicht, ihre Rechnung durch ein externes und neutrales Organ überprüfen zu lassen, haben nicht nur die Gemeinden, die öffentlich-rechtlichen Anstalten und die Gemeindeverbände, sie muss auch für die Agglomeration gelten, die eine besondere Form der interkommunalen Zusammenarbeit darstellt (Art. 107 Abs. 2^{bis} GG).

Nebst der Harmonisierung mit anderen kommunalen Gebietskörperschaften was die Revisionsstelle betrifft, muss das AggG in weiteren Punkten an das revidierte Gemeindegesetz angepasst werden. Die Anpassungen betreffen z.B. die Frist von fünf Monaten für die Genehmigung der Rechnung oder die Selbstüberwachungsmassnahmen sowie eine Reihe von Verweisen. Die verschiedenen Änderungen sind im Kommentar zu den einzelnen Artikeln aufgeführt.

Auch scheint die Aufteilung zwischen den dem fakultativen und den dem obligatorischen Referendum unterstellten Gegenständen heute nicht mehr angemessen. In vielen Fällen genügt es, wenn ein Beschluss dem fakultativen Referendum untersteht: es kann verlangt werden, wenn eine Vorlage angefochten wird, für unangefochtene Vorlagen muss jedoch keine Volksabstimmung organisiert werden. Es wird daher vorgeschlagen, gewisse Beschlüsse, die dem obligatorischen Referendum unterstehen, dem fakultativen Referendum zu unterstellen: der Beitritt neuer Mitglieder, Bürgschaften und ähnliche Sicherheitsleistungen sowie die Auflösung der Agglomeration.

2. ZUSAMMENHANG MIT DER VOLKSMOTION «AGGLOMERATION MIT DEM SENSEBEZIRK» (NR. 1502.06)

Diese Motion sollte in diesem Zusammenhang erwähnt werden, da sie zwei Änderungen des AggG verlangt. In einer am 11. Oktober 2006 eingereichten und begründeten Motion (Nr. 1502.06) beantragt der Freiburger Bürger Benjamin Brägger und über 300 Mitunterzeichnerinnen und Mitunterzeichner eine Änderung von Artikel 9 Abs. 4 und Artikel 29 AggG. Der Staatsrat legt die Antwort zu dieser Motion gleichzeitig mit dieser Botschaft vor, jedoch in einem separaten Text. Aus den in dieser Antwort dargelegten Gründen ist er nicht für eine Änderung von Artikel 9 Abs. 4 AggG und er schlägt eine andere Änderung von Artikel 29 vor, als in der Volksmotion verlangt wird. Aus diesen Gründen beantragt der Staatsrat nur die teilweise Annahme dieser Motion. Die neue Version des vom Staatsrat vorgeschlagenen Artikels 29 ist Teil dieses Entwurfs (siehe Kommentar zu Artikel 29).

3. VERNEHMLASSUNGSVERFAHREN

Zu diesem Vorentwurf wurde im Herbst 2006 eine eingeschränkte Vernehmlassung beim Büro der konstituierenden Versammlung der Agglomeration durchgeführt. Die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft hat dem Büro den Vorentwurf Anfang September 2006 zugestellt. Das Büro hat keine Bemerkungen abgegeben. Hingegen hat es auf die Antwort des Staatsrates an die Gemeinden Düdingen und Tafers vom 16. Januar 2007 zum Artikel 29 AggG hin die Vorlage

behandelt und im Februar 2007 bekannt gegeben, dass es mehrheitlich gegen eine Änderung dieser Bestimmung sei und beabsichtige, das Plenum der konstituierenden Versammlung zu einer allfälligen Änderung von Artikel 29 AggG zu befragen. Die übrigen Bestimmungen gaben zu keinerlei Bemerkungen Anlass.

4. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

Dieser Entwurf ist mit keinen neuen Ausgaben für den Staat verbunden. Für die Mitgliedsgemeinden einer Agglomeration zieht der Bezug einer externen Revisionsstelle für die Rechnungsrevision nicht mehr Kosten nach sich, als dies für die bestehenden Gemeindeverbände der Fall ist.

5. AUSWIRKUNG DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABE TEILUNG ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN

Dieser Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

6. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND EUROPÄISCHE KOMPATIBILITÄT DES ENTWURFS

Der vorliegende Gesetzesentwurf entspricht der Verfassung des Kantons und des Bundes. Er weist keine Unvereinbarkeit mit dem Europarecht auf.

7. GESETZES- UND FINANZREFERENDUM

Dieses Gesetz untersteht dem (fakultativen) Gesetzesreferendum. Dem Finanzreferendum, selbst dem fakultativen, untersteht es jedoch nicht.

8. KOMMENTAR

Art. 13 Abs. 3 (neu)

Es geht darum, eine Lücke im AggG zu füllen und dieses gleichzeitig an das revidierte Gesetz über die Gemeinden anzupassen. Die vorgeschlagene Lösung besteht darin, dass Verträge, mit denen Zuständigkeiten an Dritte übertragen werden, von Personen, die ein Interesse glaubhaft machen, eingesehen werden können, wie das für die Gemeinden der Fall ist (Art. 84^{bis} Abs. 3 GG).

Art. 18 Abs. 1 Bst. a, b, f und h

Für gewisse Beschlüsse genügt es, das fakultative Referendum vorzusehen. Dies ist der Fall für die Aufnahme neuer Gemeinden, Bürgschaften und ähnliche Sicherheiten und die Auflösung der Agglomeration. Bei diesen Gegenständen ist es vernünftiger, Abstimmungen auf die Fälle zu beschränken, die angefochten werden. Ein obligatorisches Referendum scheint nicht nötig zu sein. Für den Kommentar zu Buchstabe b siehe Artikel 29.

Art. 21 Abs. 2 Bst. b^{bis} (neu), d und h und Abs. 3 Bst. a^{bis} (neu) c und e

In dieser Bestimmung geht es um die Befugnisse des Agglomerationsrates, der von nun an, wie auch die Gemeinden oder Gemeindeverbände, die Aufgabe hat, eine Revisionsstelle zu bezeichnen und vom Finanzplan Kenntnis zu nehmen. Die übrigen Änderungen dieser Bestimmungen ergeben sich aus den Änderungen bei den dem fakultativen oder obligatorischen Referendum unterstellten Beschlüssen.

Art. 25a (neu)

Für die Rechnungsrevision verfügt die Agglomeration ab jetzt über eine externe Revisionsstelle, wie die übrigen kommunalen Gebietskörperschaften des Kantons Freiburg. Dieser Artikel enthält die nötigen Verweise auf das Gesetz über die Gemeinden.

Art. 26 Artikelüberschrift

Die Artikelüberschrift im französischen Text lautete bisher «Contrôle obligatoire» (obligatorische Kontrolle). Hier handelt es sich offensichtlich um ein Versehen, das mit dieser Änderung berichtigt wird. Der neue Wortlaut lautet «Contenu obligatoire» (obligatorischer Inhalt).

Art. 29

Der geltende Artikel 29 AggG sieht vor, dass neue wichtige Aufgaben, die von der konstituierten Agglomeration übernommen werden, dem obligatorischen Referendum unterstehen, wobei für deren Annahme das Mehr der Gemeinden sowie der stimmenden Bürger notwendig ist. Es handelt sich somit um dasselbe Verfahren wie für die Konstituierung der Agglomeration.

Es muss jedoch eingeräumt werden, dass dieses Verfahren – das doppelte Mehr der Gemeinden und der Stimmbevölkerung – für die Konstituierung der Agglomeration zwar nötig ist, für die Gemeinden des provisorischen Perimeters jedoch bereits einen grossen Schritt bedeutet, da sie das Risiko hinnehmen müssen, überstimmt zu werden, falls die Stimmbürger der einen oder anderen Gemeinde die ursprünglichen Statuten ablehnen sollten. Die Statuten, die die Liste der Gemeinden, die Aufgaben und den Verteilschlüssel enthalten, sind jedoch bereits im Voraus bekannt und die Gemeinden haben die Möglichkeit, sich aus dem provisorischen Perimeter zurückzuziehen, wenn es für sie überhaupt nicht in Betracht kommt, Teil der Agglomeration zu sein.

Bei der Übernahme neuer wichtiger Aufgaben nach der Konstituierung der Agglomeration liegt jedoch nicht mehr die gleiche Situation vor. Im Unterschied zur Situation zu Beginn des Prozesses, sind diese neuen Aufgaben den Gemeinden zum Zeitpunkt ihres Beitrsts zur Agglomeration nicht bekannt, was sie davon abhalten könnte, sich auf die Agglomeration einzulassen, zumal sie nicht wissen, welche Aufgaben ihnen in Zukunft auferlegt werden könnten. In Anbetracht der von gewissen Gemeinden geäussernten Befürchtungen, sah sich der Staatsrat veranlasst, Artikel 29 AggG nochmals zu überprüfen und eine neue Lösung vorzuschlagen, die sich an bestimmten Regelungen für die Gemeindeverbände orientiert.

Im vorgeschlagenen Artikel 29 AggG ist daher vorgesehen, dass bei neuen wichtigen Aufgaben obligatorisch eine Volksabstimmung durchgeführt wird, während andere Beschlüsse von nun an dem fakultativen Referendum unterstehen. Mit einer solchen Ausweitung der Agglomerationsaufgaben müsste sich jedoch jede Gemeinde einverstanden erklären. Dieser Grundsatz der Einstimmigkeit wird jedoch durch den ausdrücklichen Verweis auf Artikel 110 GG abgeschwächt, gemäss dem sich der Staatsrat über die Weigerung einer Gemeinde hinwegsetzen kann, wenn die Übertragung der Aufgabe einem überwiegenden regionalen Interesse entspricht.

Art. 30 Abs. 1 Bst. e und f (neu)

In diesem Artikel sind die Gegenstände aufgezählt, die von nun an dem fakultativen und nicht mehr dem obligatorischen Referendum unterstellt sind.

Art. 31 Abs. 4

Es handelt sich um eine Anpassung an das Gesetz über die Gemeinden, das eine einheitliche Frist von fünf Monaten ab Ende des Rechnungsjahres für die Genehmigung der Rechnung vorsieht.

Art. 33

Die Pflicht, einen Finanzplan zu erstellen, wurde der Agglomeration schon vor den Gemeinden übertragen. Nun müssen die Modalitäten des Finanzplans der Agglomeration jedoch an die Vorschriften des GG angepasst werden.

Art. 34 Abs. 1 Bst. b und b^{bis} (neu) und Abs. 2 Bst. d^{bis} (neu), e und f

Der Katalog der Bestimmungen des GG, die von Gesetzes wegen (Abs. 1) oder in Ermangelung gegenteiliger Bestimmungen in den Statuten (Abs. 2) für die Agglomeration gelten, wurde angepasst, vor allem in Bezug auf die Änderungen des Gemeindegesetzes im Rahmen der Teilrevision vom 16. März 2006 (Revisionsstelle, Vereidigung der Mitglieder des Agglomerationsrates usw.).

Art. 38 Abs.4

Hier handelt es sich um eine Anpassung an die Änderung auf der Ebene des Referendums: da die Aufnahme einer neuen Gemeinde zu den Gegenständen gehört, die dem fakultativen Referendum unterstehen, muss auch dieser Artikel geändert werden.

Art. 42a (neu)

Es handelt sich um eine Anpassung an das revidierte GG, insbesondere an die neuen Aufsichtsmassnahmen, die mit sich bringen, dass die von einer solchen Massnahme betroffenen Person von gewissen Rechtsmitteln Gebrauch machen kann, um eine gerichtliche Kontrolle der Massnahme zu verlangen. Die Rechtsmittel müssen daher ergänzt werden.

Wir ersuchen Sie, diesen Gesetzesentwurf über eine Teilrevision des Gesetzes über die Agglomerationen anzunehmen.

Loi

du

modifiant la loi sur les agglomérations

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 1^{er} mai 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 19 septembre 1995 sur les agglomérations (LAgg) (RSF 140.2) est modifiée comme il suit:

Art. 13 al. 3 (nouveau)

³ Les délégations de compétences peuvent être consultées conformément à l'article 84^{bis} al. 3 LCo.

Art. 18 al. 1 let. a, b, f et h

[¹ Le corps électoral décide:]

- a) de l'admission de nouvelles communes, si le referendum est demandé;
- b) des nouvelles tâches importantes, selon les modalités fixées à l'article 29 de la présente loi;
- f) des cautionnements ou des sûretés analogues pouvant entraîner de telles dépenses, si le referendum est demandé;
- h) de la dissolution, si le referendum est demandé.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Agglomerationen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 1. Mai 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 19. September 1995 über die Agglomerationen (AggG) (SGF 140.2) wird wie folgt geändert:

Art. 13 Abs. 3 (neu)

³ Die Kompetenzdelegationen können nach Artikel 84^{bis} Abs. 3 GG eingesehen werden.

Art. 18 Abs. 1 Bst. a, b, f und h

[¹ Die Gesamtheit der Stimmbürger beschliesst über:]

- a) die Aufnahme neuer Gemeinden, sofern ein Referendum zustande kommt;
- b) die Übernahme neuer wichtiger Aufgaben gemäss den Modalitäten nach Artikel 29;
- f) Bürgschaften oder ähnliche Sicherheiten, die solche Ausgaben nach sich ziehen könnten, sofern ein Referendum zustande kommt;
- h) die Auflösung der Agglomeration, sofern ein Referendum zustande kommt.

**Art. 21 al. 2 let. b^{bis} (nouvelle), d et h
et al. 3 let. a^{bis} (nouvelle), c et e (nouvelle)**

[² Il (*le conseil d'agglomération*) a les attributions suivantes:]

- b^{bis}) il désigne l'organe de révision;
- d) il prend acte du plan financier et de ses mises à jour;
- h) *abrogée*

[³ Sous réserve du referendum, le conseil d'agglomération a également les attributions suivantes:]

- a^{bis}) il décide des cautionnements ou des sûretés analogues pouvant entraîner de telles dépenses;
- c) il décide des modifications de statuts et de l'admission de nouveaux membres;
- e) il décide de la dissolution de l'agglomération.

Art. 25a (nouveau) Organe de révision

Les articles 98 à 98f de la loi sur les communes sont applicables par analogie à la révision des comptes de l'agglomération.

Art. 26 titre médian (ne concerne que le texte français)

Contenu obligatoire

Art. 29 Referendum obligatoire

¹ Le corps électoral doit se prononcer sur de nouvelles tâches importantes de l'agglomération.

² La décision doit être approuvée par toutes les communes membres et par la majorité des citoyens votants. L'article 110 de la loi sur les communes s'applique par analogie.

Art. 30 al. 1 let. e et f (nouvelles)

[¹ Le dixième des citoyens actifs de l'agglomération ou les conseils communaux du tiers des communes membres peuvent demander qu'une décision du conseil d'agglomération soit soumise au vote des citoyens lorsqu'elle a pour objet:]

- e) l'admission de nouvelles communes;
- f) la dissolution de l'agglomération.

**Art. 21 Abs. 2 Bst. b^{bis} (neu), d und h
und Abs. 3 Bst. a^{bis} (neu), c und e (neu)**

[² Er (*der Agglomerationsrat*) hat folgende Befugnisse:]

- b^{bis}) Er bezeichnet die Revisionsstelle.
- d) Er nimmt Kenntnis vom Finanzplan und dessen Nachführungen.
- h) *Aufgehoben*

[³ Unter Vorbehalt des Referendums hat der Agglomerationsrat zudem folgende Befugnisse:]

- a^{bis}) Er beschliesst Bürgschaften und ähnliche Sicherheiten, die solche Ausgaben nach sich ziehen könnten.
- c) Er beschliesst Statutenänderungen und entscheidet über den Beitritt neuer Mitglieder.
- e) Er beschliesst die Auflösung der Agglomeration.

Art. 25a (neu) Revisionsstelle

Die Artikel 98–98f des Gesetzes über die Gemeinden gelten sinngemäß für die Rechnungsprüfung der Agglomeration.

Art. 26 Artikelüberschrift

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 29 Obligatorisches Referendum

¹ Die Gesamtheit der Stimmbürger muss über die Übernahme neuer wichtiger Aufgaben der Agglomeration abstimmen.

² Der Beschluss muss von allen Mitgliedsgemeinden und der Mehrheit der stimmenden Bürger angenommen werden. Artikel 110 des Gesetzes über die Gemeinden gilt sinngemäß.

Art. 30 Abs. 1 Bst. e und f (neu)

[¹ Ein Zehntel der Stimmbürger der Agglomeration oder die Gemeinderäte eines Drittels der Mitgliedsgemeinden können eine Volksabstimmung über einen Beschluss des Agglomerationsrates verlangen, wenn dieser folgende Gegenstände betrifft:]

- e) die Aufnahme weiterer Gemeinden;
- f) die Auflösung der Agglomeration.

Art. 31 al. 4

⁴ Les comptes sont approuvés dans les cinq mois suivant la fin de l'exercice.

Art. 33 Plan financier

L'agglomération établit un plan financier sur cinq ans. L'article 86d de la loi sur les communes est applicable par analogie.

Art. 34 al. 1 let. b et l^{bis} (nouvelle) et al. 2 let. d^{bis} (nouvelle), e et f

[¹ Les dispositions suivantes de la loi sur les communes sont applicables par analogie:]

b) les articles 56 al. 2, 59, 61, 61a et 64 à 66 sur le conseil communal;

l^{bis}) les articles 98 à 98f sur l'organe de révision;

[² Sauf disposition spéciale des statuts ou d'un règlement, les dispositions suivantes de la loi sur les communes sont applicables par analogie:]

d^{bis}) l'article 29a sur l'assermentation des conseillers généraux;

e) les articles 57, 58, 62 et 63 sur le conseil communal;

f) les articles 15^{bis} et 67 sur les commissions;

Art. 38 al. 4

⁴ Le contrat d'adhésion et les modifications de statuts sont soumis au corps électoral de l'agglomération, si le référendum est demandé (art. 18 et 30).

Art. 42a (nouveau) Recours d'un membre du comité d'agglomération

L'article 153a de la loi sur les communes s'applique par analogie aux décisions prises à l'encontre d'un membre du comité d'agglomération. Toutefois, l'instance de recours est le Tribunal administratif.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

Art. 31 Abs. 4

⁴ Die Rechnung wird innert fünf Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahrs genehmigt.

Art. 33 Finanzplan

Die Agglomeration erstellt einen Finanzplan über 5 Jahre. Artikel 86d des Gesetzes über die Gemeinden gilt sinngemäss.

Art. 34 Abs. 1 Bst. b und l^{bis} (neu) und Abs. 2 Bst. d^{bis} (neu), e und f

[¹ Folgende Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden gelten sinngemäss:]

b) die Artikel 56 Abs. 2, 59, 61, 61a und 64–66 über den Gemeinderat;

l^{bis}) die Artikel 98–98f über die Revisionsstelle;

[² Sehen die Statuten oder ein Reglement nichts anderes vor, so gelten folgende Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden sinngemäss:]

d^{bis}) der Artikel 29a über die Vereidigung der Generalratsmitglieder;

e) die Artikel 57, 58, 62 und 63 über den Gemeinderat;

f) die Artikel 15^{bis} und 67 über die Kommissionen;

Art. 38 Abs. 4

⁴ Der Beitrittsvertrag und die Statutenänderungen werden den Stimmbürgern der Agglomeration zur Abstimmung unterbreitet, wenn das Referendum verlangt wird (Art. 18 und 30).

Art. 42a (neu) Beschwerde eines Mitglieds des Agglomerationsvorstandes

Artikel 153a des Gesetzes über die Gemeinden gilt sinngemäss für Entscheide, die gegen ein Mitglied des Agglomerationsvorstandes gefasst werden. Beschwerdeinstanz ist jedoch das Verwaltungsgericht.

Art. 2

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.